



LE SPIP D'ALENCON RELANCE SA MOBILISATION CONTRE LA LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Parce que nos conditions de travail ne tendent toujours pas vers ce qui a été préconisé par la Conférence de Consensus et le Conseil de l'Europe (nombre de mesures par CPIP, moyens RH pour assurer l'accueil des usagers, mise à disposition d'outils et de formations).

Parce que la loi de transformation de la fonction publique, avec notamment la question de la mobilité, nuit à notre mission de prévention de la récidive ; et que la logique marchande de concurrence n'a JAMAIS donné le moindre résultat positif en terme d'efficacité des services publics.

Parce que l'avenir paraît bien sombre lorsque les mots clefs d'une réforme résonnent d'autoritarisme (collaborateurs, discipline, exclusion temporaire, nécessité de service, valeur professionnelle).

Le « PETIT » SPIP D'Alençon relance sa mobilisation et acte unanimement en AG :

- communiquer auprès de la presse ;
- interpeler nos élus ;
- signer la pétition pour la défense de nos droits ;
- participer silencieusement, ou à l'inverse de façon zélée, selon les différentes instances institutionnelles ;
- demander confirmation de lecture et confirmation de suppression à tous les courriels adressés à l'équipe de direction ;
- se réunir le 06 février matin, date du CTM, devant le TGI d'Alençon avec invitation aux collègues du Ministère de la Justice choqués par ces réformes qui mettent à mal l'exercice de nos fonctions au sein de la société.